

« Ce sont des petites actions qui peuvent paraître dérisoires, mais ce sont des petites gouttes qui font que le mouvement peut prendre de l'ampleur. »

Amaya Coppens est une jeune étudiante belgo-nicaraguayenne qui après avoir participé, de manière pacifique, à des manifestations dénonçant la politique sociale du gouvernement du Nicaragua, a été arrêtée le 10 septembre 2018 avec un autre activiste, Sergio Midence, dans la ville de Léon, au nord-ouest du Nicaragua. Son procès a été reporté à plusieurs reprises. Fin février 2019, au moment de l'écriture de cette fiche, Amaya Coppens, âgée de 24 ans, était toujours emprisonnée dans l'attente de son procès.

Lors d'une rencontre avec des élèves du secondaire à Bruxelles, Diego et Justine Coppens (le frère et la cousine d'Amaya qui résident actuellement en Belgique) ont apporté un témoignage marquant sur les violations des droits humains qui sont commises au Nicaragua ainsi que sur le courage d'Amaya et des autres activistes qui s'opposent pacifiquement au régime nicaraguayen.



Justine et Diego Coppens au Collège Saint-Michel à Bruxelles le 21 février 2019 © Paul Léonard

## Témoignage de Diego et Justine Coppens

recueilli lors d'une rencontre organisée au Collège Saint-Michel à Bruxelles le 21 février 2019

### « · *Présentation*

**Diego :** « Je suis ici devant vous à cause d'une situation particulière qui touche beaucoup d'étudiants au Nicaragua. J'ai dû quitter mon pays avec mon frère, car nous n'y étions plus en sécurité. Ma sœur Amaya Coppens, elle, est toujours au

Nicaragua, en prison. »

**Justine** : « Je suis la cousine d'Amaya, je n'ai jamais vécu au Nicaragua, mais je connais bien Amaya et j'essaye de mener des actions depuis la Belgique pour la soutenir et faire connaître son cas et celui des autres activistes emprisonnés injustement au Nicaragua. »

· **Qu'est-ce qu'on risque si on manifeste au Nicaragua ?**

**Diego** : « En Belgique, manifester, c'est un droit, mais au Nicaragua, on vit dans une dictature, c'est-à-dire que le président du pays détient tous les pouvoirs. Toute manifestation contre le gouvernement est devenue hors la loi, illégale. Toutes les personnes qui disent qu'elles ne sont pas d'accord avec sa politique et qui manifestent contre le gouvernement sont devenues des hors-la-loi. »

· **Qu'est-ce que vous ressentez par rapport au fait que Amaya est aujourd'hui en prison au Nicaragua tandis que vous êtes là, en Belgique ?**

**Justine** : « Forcément cela a été un grand choc d'apprendre qu'Amaya avait été arrêtée et était emprisonnée. Amaya militait pour l'ensemble d'une population, pour la fin de la répression et le retour de la démocratie, elle a toujours mené des actions pacifiques or le gouvernement et les médias nicaraguayens l'ont traitée comme si elle était une terroriste. Le terrorisme est un sujet difficile à traiter et qui peut susciter beaucoup de méfiance. On souhaite rétablir la vérité sur son cas et relayer les messages des manifestants et des personnes emprisonnées au Nicaragua qui n'ont pas la possibilité de faire entendre leurs voix et de manifester comme nous pouvons le faire ici en Belgique. Nous voulons donner une voix aux militants qui ne peuvent pas s'exprimer librement, comme on peut le faire en Belgique »

**Diego** : « C'est une bonne question parce qu'au début, on se sentait coupable. Je suis ici aussi avec mon petit frère qui a 15 ans et on se sentait coupable tous les deux dans le sens où nous avons eu l'opportunité de quitter le Nicaragua et de rejoindre la Belgique, heureusement on a de la famille ici qui nous a accueillis. Amaya, elle, n'a jamais voulu quitter le Nicaragua, elle a eu l'opportunité de le faire au moment des premières manifestations et du début de la répression, mais elle a voulu rester parce qu'elle assumait son rôle de représentante du mouvement étudiant. et voulait continuer à lutter sur place. Après, on s'est rendu compte que depuis la Belgique on pouvait aussi être utiles et mener des actions pour justement parler d'elle et de la situation au Nicaragua. »

· **Quelles sont les nouvelles règles/les réformes prises par le gouvernement qui vous ont poussés à manifester ?**

**Diego** : « Petit à petit, les gens ont commencé à en avoir assez de la politique du gouvernement. La dictature dure depuis plus de 10 ans, le président a violé la Constitution pour se faire réélire. Les réformes de la sécurité sociale ont été à la base des premières manifestations, mais ce qui nous a mobilisés partout dans tout le pays, c'est surtout la répression. Tout de suite, il y a eu une très violente répression de la part de l'État à travers la police et c'est ça qui a beaucoup choqué. Nous avons commencé à manifester non plus contre les réformes, mais pour demander la démission du président. »

· **Est-ce que vous pensez que Amaya peut sortir de prison même si c'est une dictature ?**

**Diego** : « C'est difficile à dire, on a de l'espoir, bien sûr qu'un jour elle sortira de prison, mais c'est compliqué. »

· **Quels ont été les prétextes pour reporter le procès ? Pourquoi ce procès a tant de fois été reporté ?**

**Diego** : « Dans tous les derniers procès de prisonniers politiques au Nicaragua, il y a des irrégularités. On pense, sans certitude, que comme Amaya est une des seules prisonnières qui a deux nationalités, dont une nationalité européenne, les autorités essaient de faire plus attention à son cas, pour essayer de faire croire qu'elle bénéficie d'un procès normal. On pense que son procès a été reporté plusieurs fois parce qu'ils n'ont pas de preuves suffisantes pour la condamner. Au Nicaragua, on compte plus de 700 prisonniers politiques, dans un petit pays comme le Nicaragua, c'est énorme. Sur ces 700 prisonniers, plus de 100 ont déjà été condamnés pour "délit de terrorisme" ».

· **Quelles sont les langues parlées au Nicaragua ?**

**Diego** : « La langue officielle c'est l'espagnol, mais on parle aussi créole ou anglais, et il y a aussi des langues indigènes. Le

créole est un mélange de plusieurs langues ».

• **Retour sur la situation au Nicaragua et le cas d'Amaya**

**Diego** : « Daniel Ortega, le président du Nicaragua, contrôle le pouvoir absolu du pays avec sa femme, qui est vice-présidente. Il vient du passé, du temps de la révolution au Nicaragua. Dans les années 80, le Nicaragua était allié de Cuba et des Russes, il était en contradiction avec les idées des États-Unis qui ont mené des interventions militaires au Nicaragua. C'est donc un petit pays qui a donné lieu à plusieurs interventions militaires des États-Unis. La révolution a créé beaucoup d'espoir au Nicaragua, notamment pour les personnes qui croyaient encore au socialisme et à certains idéaux de libération et d'égalité des chances. Daniel Ortega était l'un des représentants de cette révolution. Il est revenu au pouvoir, mais dans un nouveau contexte. Le Nicaragua était alors devenu un système capitaliste soumis aux politiques économiques des grandes puissances. Aujourd'hui, c'est le deuxième pays le plus pauvre de toute l'Amérique latine après Haïti. Cela dit, ces dernières années, il y a eu une relative croissance économique, c'est une des raisons pour lesquelles Daniel Ortega est resté au pouvoir pendant ces 10 dernières années. Parce qu'il y avait une stabilité politique, une croissance économique, et un certain consensus entre les mouvements politiques dans le pays. Mais depuis plusieurs années, la répression a surgi : des mouvements paysans qui n'étaient pas d'accord avec la politique sont allés jusqu'à la capitale pour manifester et tout de suite la police leur a barré la route. C'était devenu un délit de manifester. Il y a eu des antécédents de répressions dans les universités. Dans nos universités il y avait des affiches du Président partout, on ne parlait pas de politique, d'ailleurs on disait que les jeunes étaient indifférents à la politique. Depuis avril 2018, les jeunes ont prouvé tout le contraire, que les étudiants étaient aussi une force politique capable de dire qu'on n'était pas d'accord et capable de sortir dans les rues et d'exiger par exemple la démission du président. Une répression violente s'est déclenchée.

Amaya a été l'une des premières à subir des agressions dans la rue devant des policiers qui n'ont rien fait. Depuis le début, elle a senti qu'il y avait un risque pour sa sécurité. Cependant, elle a tenu bon, a continué à manifester et a commencé à s'organiser au sein d'un mouvement. Mais tous ces jeunes ont été ciblés par la police, ils sont devenus des dissidents. On ne peut pas dire que Amaya a cherché à devenir une leader étudiante, mais petit à petit, elle a assumé le rôle de leader comme étudiante active du mouvement. Plusieurs mouvements se sont créés dans différentes villes. Tout le travail a été de savoir comment s'articuler entre eux, et comment on pouvait faire dans un contexte de répression. Ce n'était pas facile de se réunir comme on le fait maintenant, de manifester librement, c'était devenu assez dangereux. Pendant des mois, il y a eu des manifestations. Nous, mon frère et moi, on était à Estelí dans le nord du pays, il y a eu des manifestations, mais pas autant qu'à Léon. Amaya est restée à Léon, elle a décidé de rester là avec ses compagnons et ses compagnes. Ils ont été poursuivis dans les rues, ils ont dû se barricader (en bloquant les rues) pour éviter la police et les paramilitaires (le gouvernement a armé des civils pour réprimer la population). Ils ont reçu le soutien de la population, des gens de la ville. Ils devaient se cacher dans des maisons, essayer de sortir le moins possible. Amaya n'a jamais voulu rentrer à la maison. Petit à petit, elle s'est fait connaître comme une des leaders du mouvement étudiant et elle a été appelée à venir à des réunions à la capitale. Une table de négociation a été organisée avec le gouvernement pour exiger que la répression cesse. Mais on a très vite vu que le gouvernement ne voulait rien savoir, était retranché et ne voulait pas négocier. Finalement, ce sont surtout les jeunes qui ont continué à manifester dans les rues. C'est devenu presque un affrontement entre les paramilitaires et jeunes. Le drapeau national bleu et blanc est devenu un symbole de la lutte civique et on est arrivé à une situation ridicule : des gens ont commencé à être arrêtés juste parce qu'ils brandissaient le drapeau national qui était devenu un symbole de la lutte.

Tandis qu'Amaya se cachait et que la répression était de plus en plus forte, la lutte a continué sur les GSM et les réseaux sociaux. Le 10 septembre 2018, Amaya a été arrêtée à Léon avec un compagnon qui s'appelle Sergio. Ils ont été amenés dans des salles d'interrogatoires dans une prison. La police n'a pas prévenu notre famille de son arrestation. Ce n'est que bien après qu'on a su, via les médias, qu'elle était arrêtée, c'est la fameuse photo où on l'a vue entourée de deux policiers avec tout un arsenal d'armes. Les autorités et les médias nicaraguayens l'ont présentée déjà à ce moment-là comme une terroriste alors qu'elle n'a jamais touché une arme.

Les médias ont essayé de créer une réalité différente, en faisant croire à la population que les personnes étaient des terroristes alors que ce n'était pas le cas. Même des mineurs ont été arrêtés dans le cadre de ces manifestations, de manière totalement illégale et ont été jugés dans le cadre de procès totalement irréguliers. Toutes les personnes qui ont été arrêtées ou sont arrêtées dans ce cadre (car elles s'opposent de manière pacifique à la politique du gouvernement) n'ont pas le droit de voir un avocat ou de voir leur famille. Après 9 mois, rien n'a changé, le gouvernement continue d'arrêter des personnes

*qui s'opposent au régime en ne faisant que s'exprimer pacifiquement.*

*Le gouvernement commence à se sentir isolé, plus personne ne croit en la version du gouvernement qui déclare qu'il y aurait des menaces de coup d'État et du terrorisme. La communauté internationale dénonce la répression, les organisations non gouvernementales internationales aussi. Par exemple, Amnesty International nous soutient. On parle de plus en plus du Nicaragua. Mais rien ne change, ni mon frère ni moi ne pouvons rentrer dans notre pays, c'est encore très dangereux.*

*Amaya est actuellement détenue dans une prison pour femmes, La Esperanza. Dans un pays aussi pauvre que le Nicaragua, vous imaginez que les conditions de détention sont difficiles : Amaya est dans une petite cellule avec plus de 15 autres femmes, on leur donne très peu de nourriture et la santé des prisonnières se dégradent. Mais les prisonnières restent courageuses, elles ont beaucoup de courage et de force. Même de la prison, elles arrivent à envoyer des messages codés, elles nous interpellent pour nous dire qu'il faut continuer la lutte et demander la démission de Ortega. Je trouve remarquable que depuis la prison, notre sœur nous donne du courage.*

*Maintenant Justine va vous parler de notre action ici en Belgique où nous sommes membres d'un groupe "SOS Nicaragua" composé de personnes qui ont fui le Nicaragua pour se réfugier ici. »*

**Justine** : *« Tout d'abord, je voudrais ajouter qu'au tout début de cette affaire, Amaya a été emmenée dans une salle d'interrogatoire, à ce moment-là, notre plus grande crainte était de ne plus la revoir. Donc la première chose a été de prévenir les médias, de médiatiser son cas le plus possible pour que rien ne lui arrive. Puis il y a eu la première manifestation organisée par SOS Nicaragua, ce sont des Nicaraguayens qui se sont rassemblés ici en Belgique pour dénoncer la répression au Nicaragua. Ensuite, nous avons obtenu le soutien d'Amnesty International, ce qui nous a donné l'occasion de toucher un plus grand nombre de personnes dans un contexte plus général de violation des droits humains. On a alors remarqué que nos actions avaient des répercussions là-bas, au Nicaragua. Le gouvernement a réagi, notamment en essayant de mener une espèce de propagande. Ils ont photographié les prisonnières pour montrer qu'elles recevaient de la nourriture, qu'elles allaient bien. Même si on pouvait se sentir démunis dans un premier temps, petit à petit, on a trouvé des interlocuteurs pour agir et des gens pour relayer nos messages. Le plus important est de relayer le message de ces prisonniers dont les droits humains sont violés. Ici on peut porter leur message et porter une attention sur différents prisonniers d'opinion qui risquent beaucoup si on ne fait pas attention à eux. On constate que l'opinion internationale a exercé beaucoup de pression sur le gouvernement nicaraguayen qui se retrouve maintenant obligé de réagir. Ce sont des petites actions qui peuvent paraître dérisoires, mais ce sont des petites gouttes qui font que le mouvement prend de l'ampleur ».*